

ACTION URGENTE

ÉGYPTE. LES AUTORITÉS MENACENT UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS

Des agents des services de la sécurité nationale ont tenté d'arrêter le défenseur des droits humains Ahmed Abdullah le 9 janvier lors d'une descente dans un café qu'il fréquente.

Le 9 janvier vers 14 h 30, trois agents en civil des services de la sécurité nationale ont effectué une descente dans un café d'El Agouza, au Caire, que le défenseur des droits humains Ahmed Abdullah fréquente. Sans produire de mandat d'arrêt ni d'autorisation de perquisition, ils ont fouillé l'établissement et demandé aux employés où se trouvait Ahmed Abdullah.

Ce dernier a porté plainte auprès du procureur général en indiquant qu'il tenait le ministère de l'Intérieur pour responsable de tout acte visant à lui faire du mal ou à le mettre en danger de quelque manière que ce soit. À la connaissance d'Amnesty International, aucune enquête n'a été ouverte et Ahmed Abdullah n'a pas reçu de notification du procureur en ce sens. Les moyens de communication de cet homme, en particulier sa ligne téléphonique, sont surveillés par les forces de sécurité, qui l'ont menacé par téléphone de l'arrêter à plusieurs reprises.

Une campagne de diffamation visant Ahmed Abdullah a cours dans les médias nationaux depuis octobre 2015. Celui-ci préside le conseil d'administration de la Commission égyptienne pour les droits et les libertés (ECRF), une ONG de défense des droits humains. Le directeur exécutif de l'ECRF, Mohamed Lofty, et lui sont présentés dans la presse comme une menace à la sécurité nationale. Selon les médias, ces deux hommes organisent des réunions secrètes avec des représentants des États-Unis et de pays européens en vue de porter atteinte à la sécurité nationale et d'écorner l'image du pays à l'étranger.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à mettre fin au harcèlement et aux manœuvres d'intimidation visant Ahmed Abdullah, qui est pris pour cible uniquement en raison de ses activités en faveur des droits humains ;
- priez-les instamment de veiller à ce que les droits humains de cet homme ne soient pas menacés et de respecter leurs obligations au regard du droit international relatif aux droits humains ;
- demandez-leur de respecter les droits aux libertés d'expression et d'association et de permettre aux organisations non gouvernementales de mener leurs activités en faveur des droits humains sans entrave ni menace.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 25 FÉVRIER 2016 À :

Ministre de l'Intérieur
Magdy Abdel Ghaffar
Ministry of the Interior
25 El Sheikh Rihan Street
Bab al-Louk, Cairo, Égypte
Fax : + 202 27960682
Courriel : center@iscmi.gov.eg
Formule d'appel : *Dear Minister, /*
Monsieur le Ministre,

Procureur général
Nabil Sadek
Office of the Public Prosecutor
Madinat Al-Rihab
New Cairo, Égypte
Formule d'appel : *Dear Counsellor, /*
Monsieur le Procureur général,

Copies à :
Adjointe au ministre des Affaires étrangères, chargée des droits humains
Mahy Hassan Abdel Latif
Ministry of Foreign Affairs
Corniche al-Nil, Cairo
Égypte
Fax : + 202 2 574 9713
Courriel : contact.us@mfa.gov.eg
Twitter: @MfaEgy

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Égypte dans votre pays (adresse/s à compléter) :
Name Address 1 Address 2 Address 3 fax Fax number courriel Email address formule d'appel Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ÉGYPTE. LES AUTORITÉS MENACENT UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le ministère de l'Intérieur et les entités qu'il dirige ne cessent de harceler et de tenter d'intimider Ahmed Abdullah et menacent ses droits humains, notamment ses droits à la vie et à l'intégrité, uniquement en raison de ses activités et de son affiliation à l'ECRF. Le directeur exécutif de l'organisation, Mohamed Lotfy, a été détenu brièvement en juin 2015 à l'aéroport du Caire alors qu'il s'apprêtait à partir pour l'Allemagne, où il devait faire un point aux parlementaires du parti écologiste et à d'autres parties prenantes sur la situation des droits humains dans son pays à l'approche de la visite du président égyptien en Allemagne. Son passeport a été confisqué et il lui est interdit de se rendre à l'étranger. Deux chercheurs de l'ECRF ont été arrêtés en 2015 pour avoir mené des études de terrain sur les droits économiques et sociaux. Ils ont été libérés sous caution au bout de quelques heures.

L'ECRF a organisé une campagne sur les disparitions forcées dans le pays. Dans son rapport final, elle a conclu que certains services de sécurité comme l'Agence de sécurité nationale, dirigée par le ministère de l'Intérieur, et les renseignements militaires, avaient enlevé des personnes et les avaient détenues au secret dans des centres de détention officiels ou illégaux. La tentative d'arrestation à l'encontre d'Ahmed Abdullah semble s'expliquer par les activités de l'ECRF sur les disparitions forcées.

Elle porte un nouveau coup aux libertés d'expression et d'association en Égypte, qui subissent une pression croissante depuis l'éviction de l'ancien président Mohamed Morsi en juillet 2013. Le fait de menacer d'arrêter Ahmed Abdullah et Mohamed Lotfy constitue une autre attaque manifeste à l'égard des défenseurs des droits humains et des membres de la société civile qui se mobilisent en faveur des droits humains.

Les autorités égyptiennes ont l'habitude d'effectuer des descentes arbitraires dans les organisations non gouvernementales (ONG). C'était le cas durant l'ère Moubarak et cela l'est resté au lendemain du soulèvement de 2011. Des ONG ont été attaquées à plusieurs reprises, et leurs employés arrêtés et emmenés dans des lieux inconnus où ils ont été maltraités.

Nom : Ahmed Abdullah
Homme

AU 9/16, MDE 12/3204/2016, 14 janvier 2016